

Fernand Cuche

«Le plan climat neuchâtelois est un signal fort»

Le Grand Conseil vient de doter le canton d'une stratégie d'action face aux changements climatiques. L'ancien conseiller d'Etat et agriculteur vaudruzien s'en réjouit et attend beaucoup du gouvernement.

PAR FREDERIC.MERAT@ARCINFO.CH

Le samedi, «ArcInfo» va à la rencontre d'une personnalité qui nous aide à mieux comprendre l'actualité régionale. Aujourd'hui, l'ancien conseiller d'Etat Fernand Cuche nous livre ses réflexions sur le plan climat neuchâtelois.

Le 24 janvier, le Grand Conseil neuchâtelois franchissait un grand pas en adoptant un plan d'action pour le climat. Qu'en pense Fernand Cuche qui, à 75 ans, reste une voix forte de l'écologie?

Celui qui fut tour à tour paysan syndicaliste, député, conseiller national et conseiller d'Etat nous a reçus chez lui, au-dessus de Lignièrès. A côté du poêle à bois, une citation de Victor Hugo accrochée au mur donne le ton: «C'est une triste chose de songer que la nature nous parle et que le genre humain n'écoute pas.» Fernand Cuche n'en reste pas moins optimiste.

Quelle est votre première réaction à l'adoption du plan climat neuchâtelois?

Je suis content que le Grand Conseil, avec une majorité confortable, ait accepté un plan qui fixe la neutralité carbone à 2040. C'est un signal fort vis-à-vis de la population, qui attend beaucoup de ses autorités. En particulier après une année 2022 qui, avec sa sécheresse et ses pics de température, a été éloquent sur ce qui nous attend.



C'est un soulagement de constater que le politique a capté les enjeux auxquels nous sommes confrontés. Il y a eu peu de voix pour repousser l'échéance de la neutralité carbone à 2050.

Le Grand Conseil a-t-il réussi son rendez-vous avec l'histoire?

Oui, c'est un premier rendez-vous important. Personne n'a refusé d'entrer en matière sur le plan climat et la décision a été prise en une après-midi seulement. C'est un soulagement de constater que le politique a capté les enjeux auxquels nous sommes confrontés. Il y a eu peu de voix pour repousser l'échéance de la neutralité carbone à 2050. Un discours d'attention est de plus en plus difficile à tenir, parce que les faits sont devenus incontestables.



L'ancien conseiller d'Etat neuchâtelois Fernand Cuche nous a reçus chez lui à Lignièrès pour parler du plan climat cantonal. LUCAS VUITEL

Comment jugez-vous la position du Conseil d'Etat et du ministre responsable du dossier?

Le conseiller d'Etat Laurent Favre s'est montré ambivalent dans ses réponses et l'évaluation des enjeux. Il a donné l'impression de vouloir s'y mettre mais d'avoir encore besoin de temps. Il n'a d'ailleurs pas applaudi la décision du Grand Conseil. On sent un exécutif un peu hésitant, parce qu'il faut investir un peu partout. Mais il va devoir aller de l'avant. Le Grand Conseil et les milieux associatifs seront vigilants.

Le législatif met d'ailleurs la pression sur l'exécutif en exigeant déjà un deuxième plan climat...

Il faut espérer que le Conseil d'Etat revienne rapidement avec des propositions. Le climat devrait être un débat quasiment permanent et surtout prioritaire. Toutes les décisions qui seront

prises à l'avenir devront se référer au nouveau cadre que constitue le plan climat. Et ceci, en accord avec les perspectives définies par les experts. C'est là où ça va être compliqué. Il y aura des grincements de dents et des oppositions face à ce qui devra être mis en place.

L'objectif 2040 est-il impossible à atteindre, comme le prétendent Laurent Favre et d'autres à droite?

Ce discours donne du grain à moudre à ceux qui disent que de toute façon, on n'y arrivera pas. Je trouve hasardeux d'affirmer en 2023 que l'on n'aura pas les moyens nécessaires dans les 17 années qui viennent. Même si les finances neuchâteloises sont fragiles, il faut affirmer que nous nous donnerons les moyens.

Auriez-vous une piste pour financer ces investissements colossaux?

On pourrait imaginer que le Conseil

d'Etat s'approche de la Banque cantonale neuchâteloise. Comme elle appartient au peuple, elle pourrait financer l'assainissement des bâtiments en accordant aux propriétaires des crédits remboursables sans intérêt. On pourrait aussi renoncer à certains investissements.

Par exemple?

Comme conseiller d'Etat, je m'étais opposé aux contournements routiers du Locle et de La Chaux-de-Fonds, préférant miser sur le covoiturage. De tels investissements, comme ceux consentis pour la ligne directe entre Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds, appartiennent au monde d'avant, dans lequel nous ne voyions pas les limites de nos réserves. Nous n'avons toujours pas compris qu'il faudra faire avec ce que l'on a. Dans ce canton comme dans d'autres, les majorités politiques en place n'ont jusqu'ici pas

eu la capacité de prendre le risque d'un autre développement.

C'est donc une remise en question de notre système économique qui est nécessaire?

Oui. Il faut bien admettre que l'ultra-libéralisme conduit à la destruction de la planète et des biens vitaux. Il faut fixer des limites au développement du territoire pour protéger les terres nourricières, l'eau et l'air. En disant cela, je ne tiens pas un discours de gauche anticapitaliste. C'est une notion dépassée, puisqu'il est question de l'avenir de l'humanité.



Je vois de plus en plus de gens prêts à davantage de sobriété et qui cherchent à se reconnecter avec la nature.

Ce débat n'a pas eu lieu autour du plan climat...

C'est regrettable. Et pour l'instant, je ne vois pas de percée politique forte pour insuffler des pistes permettant de sortir de notre mal-développement. Ce débat sera pourtant inévitable. En particulier s'agissant de financer la transition. Ce n'est pas aux plus pauvres d'en faire les frais. Celles et ceux qui se sont enrichis avec le modèle économique dominant devront être mis à contribution.

La participation de la population à l'élaboration du prochain plan climat, voulue par le Grand Conseil, va dans la bonne voie?

C'est une très bonne idée. Le Conseil d'Etat devrait engager une réflexion sur le développement dans le cadre d'actions participatives. Mais cela ne sert à rien de trop se bagarrer sur notre modèle économique. Il nous faut des actions concrètes autour de l'économie circulaire et de la proximité. Et tenter des expériences comme le fait la commune de Val-de-Ruz, en visant l'autonomie énergétique.

Un autre monde, on y a beaucoup cru pendant le Covid. Et puis, tout est revenu à la normale...

C'est vrai que le comportement de la majorité des gens ne donne pas des signes positifs de changement. Même si ça prend du temps, il ne faut pas se laisser démoraliser. Il vaut mieux agir plutôt que cultiver notre déprime. L'ampleur du dérèglement climatique peut tétaniser. Cela dit, je vois de plus en plus de gens prêts à davantage de sobriété et qui cherchent à se reconnecter avec la nature.